

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20200603-RAP-DAEN0397		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
JINWANG ZI Quai Jean Jaurès 218 avenue Marie Curie 07 800 La Voulte-sur-Rhône		S3IC 61-2463 Priorité DREAL <input checked="" type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input checked="" type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Fabrication et commercialisation de formules métalliques (dont nitrates métalliques)		
Date du contrôle : 28 avril 2020		
Inspecteur(s) : Arnaud LAVÉRIE		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du ..... <input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : récolement de mise en demeure		
Thème(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques accidentels – mesures de maîtrise des risques</li> <li>Confinement COVID-19</li> </ul>		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Visite générale du site, notamment la zone de dépotage, le magasin de matière premières et de produits finis et le bâtiment contenant les réacteurs de nitruration</li> </ul>		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> <li>code de l'environnement ;</li> <li>mise en demeure du 7 février 2020 ;</li> <li>arrêtés préfectoraux réglementant le site ;</li> </ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. ZHANG	JINWANG	Directeur général délégué
M. LANDOIS	JINWANG	Responsable process
Mme TROUILLER	JINWANG	Responsable HSE
M. GARCIAS	JINWANG	Responsable fabrication
M. ISSAC	JINWANG	Responsable maintenance
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Subdivision 5 <input type="checkbox"/> Autre :	

## Constats de l'inspection

### 1. Contexte de l'inspection

L'objectif principal de l'inspection était de récoiler les exigences en matières de risques accidentels de la mise en demeure du 7 février 2020 qui imposait, sur ce thème, sous 1 mois :

- de mettre en place et d'appliquer des programmes de maintenance et d'essais pour les mesures de maîtrise des risques de l'établissement ;
- de mettre en œuvre les moyens d'intervention, les mesures de maîtrise des risques et les dispositions techniques et organisationnelles décrits dans l'étude de danger du site.

À noter que dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, l'échéance de la mise en demeure du 7 février 2020 a bénéficié d'un report de 22 jours, conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- du décret 2020-383 du 1er avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.

La mise en demeure était néanmoins échue à la date du contrôle réalisé le 28 avril 2020.

Cette inspection a également permis de faire le point sur les dispositions prises par l'exploitant pour assurer la sécurité du site dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Compte-tenu de la situation sanitaire, l'inspection s'est déroulée en plusieurs temps :

- l'envoi de questions écrites à l'exploitant le mardi 21 avril ;
- la réception des réponses écrites associées le jeudi 23 avril ;
- un échange téléphonique le vendredi 24 avril ;
- un contrôle sur site, centré sur une visite des installations, le mardi 28 avril.

### 2. Liste, maintenance et essais des mesures de maîtrise des risques

#### 2.1 Listes des MMR

En réponse au rapport de l'inspection du 11 décembre 2020 et à la mise en demeure du 7 février 2020, l'exploitant a transmis à la DREAL le 14 avril 2020 un « tableau de suivi MMR/MMRI » informatisé présentant :

- la liste des mesures de maîtrise des risques de l'établissement ;
- le programme de contrôle associé.

Si cette liste apparaît globalement complète, son examen par sondage montre cependant quelques différences avec les barrières prévues dans l'étude de danger (EDD), notamment :

- certaines barrières prévues dans l'EDD pour le dépotage n'apparaissent pas dans la liste (sécurité niveau haut entraînant la fermeture de la vanne de dépotage pour la soude, cadénassage des départs soude et acide sulfurique) ;
- la soupape prévue dans l'EDD sur le réacteur R1001 n'y apparaît pas (elle est bien présente *in-situ*) ;
- les barrières figurant sur la liste des MMR pour les réacteurs autres que le R1001 sont sensiblement différentes de celle prévues dans l'EDD ;
- les barrières prévues pour le phénomène dangereux 5 (rejets de vapeurs d'acide nitrique en cas de défaut de condensation) affichées dans la liste des MMR diffèrent de celles prévues dans l'EDD.

D'après les déclarations de l'exploitant, certains cas semblent être des oublis (dépotage, soupape sur le réacteur R1001) alors que les autres sont dus à des différences entre l'état réel de l'installation et l'étude de dangers voire des erreurs dans cette dernière.

Constat N°1 : Liste des MMR		
<b>Demande n°1 : L'exploitant assure la cohérence entre la liste descriptive des mesures de maîtrises des risques établie et l'étude de dangers du site.</b>		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Observation	Art. 7.2.6 de l'arrêté préfectoral n°2004-291-13 du 20-10-2004 modifié relatif aux mesures de maîtrise des risques.	31/12/20
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	<i>Établir la liste descriptive des mesures de maîtrises des risques, définir pour chacune un programme de maintenance, d'essais selon des périodicités permettant d'assurer le niveau de confiance défini dans l'étude de dangers</i>	Dans le cadre de la révision de l'EDD (cf. demande n°7)

## 2.2. PhD3 – dérive réactionnelle des réacteurs autres que le R1001

Pour les réacteurs de nitration autres que le R1001, l'étude de dangers indique que les risques associés sont plus faibles que pour le réacteur R1001, la dérive réactionnelle étant plus lente. Elle précise également que « actuellement » tous les réacteurs ne sont pas équipés de soupape de surpression.

Plus loin dans l'analyse, l'étude de dangers retient pourtant les mêmes barrières que pour le réacteur R1001.

Lors du contrôle, il est apparu que ces barrières n'étaient pas systématiquement en place sur tous les réacteurs. D'après les constats réalisés lors de la visite et la liste des MMR fournie par l'exploitant :

- l'automatisme de sécurité pression haute n'est présent que sur le R1001 et aucun des autres réacteurs ;
- les réacteurs ne sont pas tous équipés de soupapes et de disques de rupture (les R1003, R1007, R1009 et R1024 apparaissent équipés ni de l'un, ni de l'autre) ;
- les réacteurs R1009 ne dispose pas d'une alarme de niveau haut ;
- le réacteur R1024 ne dispose pas d'une alarme de niveau haut ni d'un automatisme de sécurité « température haute » (l'étude de dangers exclut cependant le risque d'éclatement de ce réacteur lors de l'analyse préliminaire des risques).

L'exploitant a indiqué que les réacteurs étaient équipés de sécurités différentes selon leur mode d'exploitation et les risques associés et que les éléments de l'étude de dangers n'étaient pas pertinents.

Constat N°2 : PhD3
<b>Demande n°2 : L'exploitant procède à une révision de l'analyse de risque du phénomène dangereux n°3 (dérive réactionnelle des réacteurs autres que le R1001) de son étude de dangers.</b>
Cette nouvelle analyse devra permettre de qualifier ou de quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.
Les mesures de maîtrise des risques retenues le cas échéant à l'issue de cette analyse devront être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle du phénomène dangereux, être testées et maintenues.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Observation	<u>EDD</u> :	31/12/20  Dans le cadre de la révision de l'EDD (cf. demande n°7)
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	- article L.181-25 du code de l'environnement. - article 7 de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement	
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	<u>MMR</u> : arrêté du 29/09/05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, notamment son article 4	

### 2.3. PhD5 - Rejet de vapeur d'acide nitrique des concentrateurs suite à un défaut de condensation

- La liste des MMR/MMRI établie par l'exploitant fait apparaître comme MMR pour le phénomène dangereux 5 un contrôle de la température de l'eau de sortie du condenseur.

Lors de la visite du site il a été constaté que cette mesure était bien présente (en entrée et en sortie du condenseur), mais qu'il s'agissait d'un capteur à lecture directe, sans report vers une supervision, sans déclenchement d'alarme et situé physiquement hors des zones de circulation de l'atelier.

La détection par un opérateur d'une dérive sur ce capteur paraît donc hautement improbable.

En outre, en cas de vidange du circuit d'eau du condenseur, il n'est pas certain que la température mesurée dérive significativement, du moins à court terme. Il s'agit apparemment davantage d'un capteur d'exploitation permettant de régler le débit d'eau dans le condenseur.

- Pour ce même phénomène dangereux, l'étude de dangers prévoyait quant à elle la présence de capteurs de NOx. Sauf à démontrer que ces capteurs sont bien en mesure de détecter des vapeurs d'acide nitrique (localisation, capacité technique de détection), cette disposition ne semble pas pertinente.

À noter que ce phénomène dangereux, même si ses conséquences sont limitées, est le seul à être classé en MMR rang 2 sur la matrice d'acceptabilité des phénomènes dangereux de l'établissement et qu'il est donc tout particulièrement censé faire l'objet d'une démarche de réduction des risques à la source (gravité « sérieux » pour une classe de probabilité B).

#### Constat N°3 : PhD5

**Demande n°3** : L'exploitant procède à une révision de l'analyse de risque du phénomène dangereux n°5 (Rejet de vapeur d'acide nitrique des concentrateurs suite à un défaut de condensation) de son étude de dangers.

Cette nouvelle analyse devra permettre de qualifier ou de quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Les mesures de maîtrise des risques retenues le cas échéant à l'issue de cette analyse devront être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle du phénomène dangereux, être testées et maintenues.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Observation	<u>EDD</u> : - article L.181-25 du code de l'environnement. - article 7 de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement  <u>MMR</u> : arrêté du 29/09/05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, notamment son article 4	31/12/20  Dans le cadre de la révision de l'EDD (cf. demande n°7)
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

## 2.5. Maintenance et essais

Associé à la liste des MMR évoquée précédemment, l'exploitant a transmis le 14 avril 2020 un programme de contrôle de ses MMR.

Ce programme montre que l'exploitant a mis en œuvre une analyse systématique des MMR de sa liste pour identifier un mode de contrôle et la périodicité associée. Il montre également que l'exploitant a réalisé des essais des automatismes des réacteurs de nitrification dans leur globalité (écart identifié lors de la précédente inspection).

L'analyse de ces contrôles appelle cependant les remarques suivantes :

- Contrôles « quotidien ou lors de l'utilisation »

Pour certains matériels, l'exploitant considère que l'utilisation courante des équipements permet de justifier de leur efficacité. Si dans certains cas cette approche peut se justifier, elle n'est pas pertinente pour des matériels utilisés rarement (voire qu'en cas d'incident/accident) ou lorsque l'utilisation du matériel ne permet pas à l'opérateur d'identifier une éventuelle dérive dans l'efficacité ou la cinétique de la mesure.

Cette approche ne semble notamment pas pertinente pour les mesures de maîtrise des risques suivantes :

PhD 1 - Fonctionnement de la pompe de relevage des rétentions

PhD 2.a : Ouverture de vanne d'évent détectée par l'automate (fin de course sur vanne)

PhD 2.c/d : Basculement du réseau secours eau de ville en cas de défaillance de l'eau brute (rupture d'appro)

PhD 2.c/d et PhD 3 c/d : Déclenchement de l'arrêt d'urgence déclenchant l'arrosage

PhD 5 : Présence voyant défaut sur laveur de gaz extérieur

- Disques de rupture

Le programme de contrôle de l'exploitant indique « pas de test possible » pour les disques de rupture. Ces disques doivent néanmoins être remplacés périodiquement, ce qui n'est pas identifié dans le programme.

Ces remplacements sont des opérations de maintenance périodique qui permettent de garantir l'efficacité de la mesure de maîtrise des risques : ils doivent donc figurer dans le programme de contrôle définit en application de l'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral n°2004-291-13 du 20-10-2004.

Dans la pratique, l'exploitant a cependant indiqué que ces remplacements étaient bien réalisés, généralement lors des arrêts d'été, et a pu le justifier sur pièces par sondage.

- Soupapes

Pour les soupapes, l'exploitant retient un contrôle « quotidien ou lors de l'utilisation », du fait de la réalisation d'un essai de manœuvrabilité régulier lors des opérations de production.

Il n'a cependant pas pu être confirmé au cours du contrôle, par manque de temps :

- que cet essai répondait aux préconisations du manuel de maintenance et d'utilisation de ces soupapes :

**9. Periodic checks on safety valves equipped with a manual opening device with elastomer seal seat for steam.** - Safety valves must be tested periodically to ensure that they continue to operate in good working order. For this purpose, they shall be opened manually by means of the lever or the opening ring nut. This test shall be carried out maintaining a pressure in the protected equipment of between 80 and 90% of the valve calibration pressure. The valve must open cleanly and release an abundant amount of fluid, and then must close completely once the lever is released or the ring nut is re-tightened. This operation should be short and performed only once. The frequency depends on the system conditions (greater or lesser probability that the valve will become dirty or that salts contained in the water will be deposited). **Carry out the test at system start-up and then comply with the standard and/or legal requirements of the country of installation.** The above-described procedure is not applicable to safety valves without manual opening. For any periodic checks, the various system safety devices must be bypassed and/or a bench test must be carried out to reach the calibration pressure. NGI reserves the right to change product characteristics, performance and drawings without prior notice.

- si ces soupapes devaient ou non faire l'objet d'un tarage périodique, l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression [...] prévoyant, lors des requalifications périodiques, un contrôle du tarage des soupapes dès lors que le produit de la pression maximale admissible (en bars) par le volume du réacteur (en litres) excède 3 000.

- Formalisation et traçabilité des contrôles

L'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral n°2004-291-13 du 20-10-2004 impose à l'exploitant de définir toutes les dispositions permettant :

- de vérifier l'adéquation de la cinétique de mise en œuvre des MMR ;
- de vérifier leur efficacité ;
- de les tester ;
- de les maintenir.

Le « tableau de suivi MMR/MMRI » transmis par l'exploitant le 14 avril ainsi que le compte rendu de l'essai des automatismes du réacteur R1001 (« blank R1001 13 mars 2020 ») répondent en partie à ces exigences, mais globalement les modalités de réalisation des essais (procédures, définition des critères mesurables à valider lors des essais) ainsi que la traçabilité systématique des résultats des essais restent très succincts.

Ainsi, à titre d'exemple, l'essai du rideau d'eau réalisé en mars 2020 n'a fait l'objet d'aucune procédure formalisée ni d'aucune traçabilité. Un tel essai, en apparence simple, nécessite pourtant de mener une réflexion préalable sur les paramètres pertinents à vérifier pour garantir l'efficacité et la cinétique de la MMR (ex : formation d'un rideau d'eau là où c'est nécessaire, atteinte d'un débit d'eau minimal, délai pour atteindre ce débit, présence de buses d'aspersion bouchées, etc.) et les résultats pertinents de l'essai doivent être tracés et conservés.



Constat N°4 : Maintenance et essais

**Demande n°4 :** L'exploitant devra poursuivre la démarche engagée sur la formalisation de la maintenance et des essais des mesures de maîtrise des risques de l'installation, la mise en œuvre de ces contrôles et leur traçabilité.

À l'issue de cette démarche, l'exploitant devra, pour chaque mesure de maîtrise des risques :

- avoir défini un programme de maintenance et d'essais pertinent, permettant de justifier l'efficacité et la cinétique de la mesure ;
- avoir défini les actions à réaliser et les critères objectifs à atteindre lors de ces opérations de maintenance et essais ;
- avoir rédigé des procédures ou modes opératoires associés ;
- assurer la traçabilité et la conservation des éléments pertinents du déroulement et des résultats de ces opérations de maintenance et essais.

**Observation n°1 :** L'exploitant s'assurera et justifiera auprès de l'Inspection des installations classées :

- que les essais de manœuvrabilité réalisés sur les soupapes des réacteurs répondent bien aux préconisations du constructeur ;
- que ces soupapes ne nécessitent pas de vérification périodique de leur tarage, selon les dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input checked="" type="checkbox"/> Observation	Article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral n°2004-291-13 du 20-10-2004	31/12/20
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation	

### 3. Mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques

Lors de l'inspection du 11 décembre 2019, l'Inspection des installations classées avait relevé que l'exploitant n'avait pas mise en place de système de détection incendie (alarme avec report auprès d'une société de télésurveillance pendant les jours non travaillés) dans le magasin matières premières et produits finis, comme prévu dans l'étude de danger du site.

Ce constat avait conduit à mettre en demeure l'exploitant le 7 février 2020, sous 1 mois, de mettre en œuvre les moyens d'intervention, les mesures de maîtrise des risques et les dispositions techniques et organisationnelles décrits dans l'étude de danger du site.

Lors de l'inspection du 28 avril, l'Inspection des installations classées a vérifié le respect de cette exigence :

- dans le cas spécifique de la détection incendie dans le magasin matières premières et produits finis
- par sondage, sur diverses autres mesures de maîtrise des risques de l'installation.

#### 3.1 Détection incendie dans le magasin matières premières et produits finis

Lors de la visite de l'installation du 28 avril 2020, cette détection n'était pas en place.

L'exploitant a cependant pu montrer le devis et le bon de commande associés à la mise en place d'une détection incendie, non seulement dans le magasin matières premières et produits finis mais aussi, de

manière plus générale, sur une grande partie du reste du site.

Il a également présenté un courrier de la société prestataire (SPIE) indiquant que les travaux sur le site avaient dû être interrompus du fait de la situation sanitaire.

**L'Inspection des installations classées relève que :**

- **formellement la mise en demeure n'est pas respectée sur ce point : la détection incendie dans le magasin matières premières et produits finis n'était pas en place au 28 avril 2020 ;**
- **l'exploitant est néanmoins en mesure de justifier qu'il a pris des dispositions acceptables compte-tenu des délais de la mise en demeure et de la situation sanitaire.**

### *3.2 Autres mesures de maîtrise des risques – Dépotage de la soude et de l'acide nitrique*

Lors de la visite de l'installation du 28 avril 2020 l'Inspection des installations classées a contrôlé la mise en œuvre des mesures de sécurité prévues dans l'étude de danger pour les dépotages d'acide nitrique et de soude :

- cadénassage du départ de la ligne de dépotage de soude (*chapitre 10.5 de l'EDD : «récapitulation des améliorations retenues »*) ;
- présence d'une sonde de niveau haut avec fermeture d'une vanne automatique en cas de sur-remplissage des réservoirs d'acide nitrique et de soude (*barrière B1 du scénario « épandage à partir d'un réservoir » pour l'acide nitrique, chapitre 10.5 de l'EDD : «récapitulation des améliorations retenues » pour la soude*) ;
- présence d'un arrêt d'urgence pour le dépotage d'acide nitrique (*barrière B2 du scénario « épandage à partir d'un réservoir » pour l'acide nitrique*).

**Toutes ces mesures se sont avérées inopérantes :**

- **la ligne de dépotage de soude n'était pas cadénassée ;**
- **l'automatisme de mesure de niveau et de vanne d'arrêt pour le dépotage de l'acide nitrique était hors service (alimentation électrique à remettre en place suite à l'incendie du site en novembre 2018) ;**
- **l'arrêt d'urgence pour le dépotage d'acide nitrique était hors service pour les mêmes raisons (il actionne la même vanne) ;**
- **l'automatisme de mesure de niveau et la vanne d'arrêt pour le dépotage de la soude n'a jamais été installé.**

À noter que l'indisponibilité de l'arrêt d'urgence n'était pas identifiée par l'exploitant et, *a fortiori*, pas signalée au niveau du « coup de poing », situation particulièrement inacceptable vis-à-vis de la sécurité des intervenants.

Elle met également en doute l'état des lieux réalisé par l'exploitant dans son « tableau de suivi MMR/MMRI », où cette barrière était jugée « efficace ».

#### Constat N°5 : dépotage

**Demande n°5 :** L'exploitant suspend les opérations de dépotage jusqu'à la mise en service de l'ensemble des dispositions prévues dans l'étude de dangers de l'établissement pour assurer la sécurité de ces dernières :

- **cadénassage des départs vers les réservoirs d'acide sulfurique et de soude pour éviter le dépotage d'un produit incompatible dans un réservoir ;**
- **présence d'une sonde de niveau haut avec fermeture d'une vanne automatique en cas de sur-remplissage des réservoirs d'acide nitrique et de soude ;**
- **présence d'un arrêt d'urgence (« coup de poing ») permettant d'interrompre le dépotage d'acide nitrique.**



Ces mesures devront être associées à des procédures d'exploitation, de maintenance et d'essai propres à garantir leur efficacité.

**Demande n°6 :** L'exploitant justifie pourquoi les mesures de sécurité évoquées précédemment (cadenassage des départs, automatisme de fermeture en cas sur-remplissage, arrêts d'urgence) ne sont pas prévues de manière homogène pour les différentes substances dépotées.

Le cas échéant, il met en place les mesures nécessaires.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Observation	Article L.171-8-II 3° du code de l'environnement.	Dès notification de l'AP pour la suspension.
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité		-
<input checked="" type="checkbox"/> Proposition de sanction administrative : suspension partielle d'activité		Avant la levée de la suspension pour l'homogénéité des mesures.

#### 4. Étude de danger

Les différents constats réalisés lors du contrôle, évoqués précédemment, remettent en cause le bien-fondé de plusieurs points de l'étude de danger de l'installation :

- écarts entre la liste des MMR/MMRI établi par l'exploitant et les barrières prévues dans l'EDD ;
- mise en œuvre partielle des barrières prévues (notamment les mesures supplémentaires prévues au chapitre 10.5 de l'EDD «*récapitulation des améliorations retenues* ») ;
- analyse de certains phénomènes dangereux et barrières associées inadaptée :
  - phénomène dangereux 3 (dérive réactionnelle des réacteurs autres que le R1001) ;
  - phénomène dangereux 5 (rejets de vapeurs d'acide nitrique en cas de défaut de condensation).

##### Constat N°6 : révision de l'étude de dangers

**Demande n°7 :** L'exploitant procède à une révision de l'étude de dangers de l'installation conformément aux exigences de l'article L.181-25 du code de l'environnement et de l'article 7 de l'arrêté du 26 mai 2014.

Dans le cadre de cette révision, l'exploitant s'assure en particulier :

- de l'exhaustivité et de la pertinence des phénomènes dangereux étudiés et des barrières de sécurité, mesures de protection et d'intervention associées ;
- de leur mise en œuvre effective sur l'installation.

Le cas échéant, il transmet à l'Inspection des installations classées le calendrier des travaux de mise en conformité nécessaires.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Observation	Article L.181-25 du code de l'environnement.	31/12/20
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	Article 7 de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement	
<input checked="" type="checkbox"/> Proposition d'arrêté préfectoral		

## 5. Période d'urgence sanitaire - COVID19

- Inventaires

L'Inspection des installations classées a souhaité vérifier l'inventaire des substances présentes sur le site et le respect des limites prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation pendant la période de confinement.

Les deux inventaires transmis par l'exploitant (stock en cours et stock magasin) ne font cependant pas le lien avec les rubriques autorisées et les volumes d'activité associés, ne permettent pas (ni à l'exploitant ni à l'Inspection), de vérifier exhaustivement le respect des volumes d'activité prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2004 (modifié par l'arrêté du 22 juillet 2016 pour ce qui concerne les rubriques et volumes d'activité autorisés).

Les arrêtés préfectoraux d'autorisation des ICPE prévoient généralement une exigence sur ce point, dont l'importance a été mise en évidence lors de l'incendie du site Lubrizol, mais cela n'a pas été prévu dans l'arrêté d'autorisation du site Jinwang. **L'Inspection des installations classées propose par conséquent d'ajouter une prescription imposant le suivi des inventaires du site et de la conformité aux volumes d'activité autorisés dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en annexe.**

- Stockage de manganèse métal

L'analyse des inventaires transmis par l'exploitant montre la présence de 8 tonnes de manganèse sous forme métallique sur l'installation. En fonction de sa forme physique, le manganèse peut relever de la mention de danger H260 (dégage au contact de l'eau des gaz inflammables qui peuvent s'enflammer spontanément) et de la rubrique ICPE 4620, qui n'est pas prévue dans le tableau des activités de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2004 modifié par l'arrêté du 22 juillet 2016.

Si cette quantité, le jour du contrôle, était inférieure au seuil de déclaration ICPE (10 tonnes), cette situation appelle néanmoins les observations suivantes dans le cas où le produit entreposé relèverait bien de la mention de danger H260 :

- en cas de dépassement du seuil de déclaration ICPE, la présence de manganèse sous forme métallique doit être formellement portée à la connaissance de l'inspection des installations classées ;
- ce produit et les éventuels risques associés ne sont pas identifiés dans l'étude de dangers ;
- il convient de s'assurer que les dispositions prises en cas d'incendie sont bien adaptées ;
- la rubrique 4620 entre dans le calcul du classement SEVESO de l'établissement.

Constat N°7 : Stockage de manganèse métal

**Observation n°2 :** L'exploitant devra préciser si le manganèse sous forme métallique présent dans l'installation relève de la mention de danger H260 et du classement sous la rubrique ICPE 4620 et, le cas échéant, l'impact sur la situation administrative et technique de l'installation, notamment :

- volume maximum d'activité ;
- impact sur l'étude de dangers ;
- impact sur le classement SEVESO ;
- adéquation des dispositions prises en matière d'incendie.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input checked="" type="checkbox"/> Observation	Article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2004 modifié par l'arrêté du 22 juillet 2016	1 mois
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition d'arrêté préfectoral		

### Suites données par l'inspection

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☒ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☒ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

### Synthèse des suites :

Le contrôle du 28 avril 2020 a montré que l'exploitant avait réalisé plusieurs actions significatives pour répondre à la mise en demeure du 7 février 2020, notamment :

- la mise en place (qui devra être poursuivie et approfondie) d'un programme de maintenance et d'essais sur les mesures de maîtrise des risques de l'installation ;
- une commande auprès d'un prestataire pour l'installation d'une détection incendie au niveau du magasin matières premières et produits finis (et même plus largement sur une grande partie des installations du site).

Le contrôle a néanmoins révélé de nouveaux écarts dans la mise en œuvre sur l'installation des mesures de maîtrise des risques prévues dans l'étude de dangers du site. Ainsi, **toutes les mesures de maîtrise des risques prévues pour le dépotage de l'acide nitrique et de la soude étaient inopérantes le jour du contrôle.**

**Il s'agit d'un écart manifeste à la mise en demeure du 7 février 2020.**

En outre, d'autres écarts ont été identifiés entre la configuration de l'installation et les dispositions prévues dans l'étude de dangers, pour lesquels l'exploitant explique que l'étude de dangers est erronée.

Compte-tenu de ces constats, l'Inspection des installations classées propose :

- de **suspendre les opérations de dépotage jusqu'à la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques prévues dans l'étude de dangers (L.171-8-II-3° du code de l'environnement) ;**
- d'imposer à l'exploitant la **révision de son étude de dangers** par arrêté préfectoral (L.181-14 du CE).

En outre, d'autres non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées ont été relevées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant, **qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative dans un délai de 15 jours.** Cette transmission tient également lieu de consultation contradictoire préalable sur les projets d'arrêtés préfectoraux en annexe, au titre de l'article L.121-1 du code des relations entre le public et l'administration.

#### Rédacteur

Le chef de pôle risques  
accidentels délégué

Signature  
numérique de  
Arnaud LAVERIE  
arnaud.laverie  
Date : 2020.07.06  
11:33:09 +02'00'

Arnaud LAVERIE

#### Vérificateur

Signature  
numérique de  
Boris VALLAT  
boris.vallat  
Date : 2020.07.08  
10:01:07 +02'00'

#### Approbateur

Le 8/07/2020  
Le chef de l'unité inter-  
départementale Drôme - Ardèche

Signature  
Gilles GEFFRAYE

**Pièces jointes :** 2 projets d'arrêté préfectoraux